

## 1er Mai TOUS ENSEMBLE!



**Du jamais vu!** Ensemble, le 1<sup>er</sup> mai, huit syndicats appellent les salariés, retraités et privés d'emploi à manifester pour faire entendre leurs revendications auprès du gouvernement et du patronat.

## Après le 29 janvier et le 19 mars, en avril et le 1<sup>er</sup> mai, les salariés jouent la gagne!

Depuis des mois, les logiques de rentabilité, menées par le gouvernement au service d'un patronat glouton, poursuivent en parallèle le désengagement de l'État au profit d'une privatisation rampante de tous les services publics.

Depuis des mois, face à une crise brutale trouvant ses causes dans une politique ultra libérale dominante, les populations de toutes générations ont pris avec force, conscience que leur avenir de salariés, étudiants, retraités, sans emplois, trouvera des réponses dans des mobilisations portant des revendications de plus d'équité sociale et professionnelle.

Des milliers de luttes ont nourri les vigoureuses actions unitaires des 29 janvier, 5 et 19 mars. Ces mobilisations ne connaissent pas de trêve et se poursuivront encore plus puissantes, avec en perspective, celle du 1<sup>er</sup> mai qui depuis des années ne s'est pas tenue avec une unité totale. 29 janvier : 2,5 millions. 19 mars : 3 millions.

1er mai: Plus nombreux

et plus forts.

- 60 % des Français veulent des suites au 19 mars.
- 57 % des français font confiance aux syndicats.
- 65 % ont moins de 35 ans.
- 60 % veulent des négociations avancées par les syndicats.

## Les salariés les citoyens ne sont pas dupes!

C'est dans ce contexte inédit, dans la dynamique unitaire et interprofessionnelle que s'inscrit l'Appel unitaire pour le 1<sup>er</sup> Mai : Un nouveau temps fort de mobilisation.

Les mobilisations viennent d'obliger le gouvernement à agir sur les rémunérations exceptionnelles des dirigeants d'entreprises lorsque ces dernières ont reçu des aides publiques directes.

Cependant, il reste en attente la réponse à l'essentiel des revendications du 5 janvier 2009 portées par les mobilisations du 29 janvier et du 19 mars 2009.

C'est pourquoi, dans ce <u>contexte exceptionnel</u>, le 1<sup>er</sup> Mai sera un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat.

**Exceptionnel** parce qu'à l'appel de toutes les organisations syndicales, ce qui ne s'est jamais produit dans notre pays au moins depuis la Libération...

Exceptionnel aussi parce que situé dans le prolongement direct des 2 mobilisations elles-mêmes exceptionnelles...

POUR PRÉPARER LE 1<sup>ER</sup> MAI, IL CONVIENT DE FAIRE DU MOIS D'AVRIL UN MOIS DE MOBILISATIONS PONCTUÉ D'INITIATIVES VISANT À SOUTENIR LES ACTIONS ENGAGÉES ET À ORGANISER LES SOLIDARITÉS.

<u>L'hôpital public</u> subit de plein fouet son transfert aux appétits du service marchand. La loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires » n'est pas la loi qu'il nous faut. Elle conduit à moins de protection sociale, moins de service public, moins de démocratie, moins de solidarité. Face aux défis des besoins de santé grandissants, des progrès considérables permettant de mieux soigner et d'améliorer l'espérance de vie pour tous, nous avons besoin d'un système de santé et de protection sociale performant et au service de tous.

<u>L'Action sociale</u>, le tissu associatif social se voit amputé des budgets nécessaires à ces missions. Les salariés, eux, font face à la casse de leur statut, conventions collectives, droits sociaux, à un rythme effréné qui fragilise leurs conditions de vie et de travail.

<u>La santé privée</u> subit les effets d'une santé marchande et très lucrative conduite par un patronat niant les scandaleuses conditions de travail de ses salariés.

## CELA DOIT CESSER !!!!! NOUS AVONS NOTRE MOT A DIRE!

- ⇒ Exigeons, avec encore plus de force un service public hospitalier et une action sociale dotés des moyens nécessaires pour répondre aux besoins croissants des populations percutées de plein fouet par la crise
- ⇒ Exigeons, des négociations sur des sujets très larges : salaires, emploi, formation, qualifications, une autre répartition des richesses qui mettent les salariés au cœur des choix de gestion économiques et sociaux
- ⇒ Refusons, la suppression programmée des 30 000 postes dans la fonction publique dans le cadre de la RGPP
- ⇒ Exigeons, des services sociaux suffisants pour prendre en charge les populations, et en particulier les plus nécessiteuses
- ⇒ Exigeons, des garanties collectives, des salaires et des pensions revalorisés pour garantir une vie décente à chacun
- ⇒ Exigeons, le développement d'un service de santé public performant, de proximité et accessible à une couverture du risque maladie solidaire et de haut niveau, avec la suppression des franchises, forfaits, dépassements d'honoraires médicaux...
- ⇒ Exigeons, un autre financement de la sécurité sociale, permettant de dégager des recettes nouvelles au service de la solidarité nationale : cotisations sur l'ensemble des richesses créées, modulation de la cotisation des entreprises en fonction de l'investissement dans l'emploi et l'outil de travail ;
- ⇒ Exigeons le renforcement du système de santé français, longtemps considéré comme un modèle de référence, il n'est pas à déconstruire mais à mieux ordonner.

ous, salariés, jeunes, étudiants, retraités, sans emplois, ne sommes pas responsables de la crise. Nous refusons d'en être les payeurs! Disons-le haut, fort et nombreux en manifestant pour un autre avenir. Le 1<sup>er</sup> mai : mettons tout en œuvre pour porter le rapport de forces aussi haut, aussi fort, aussi loin que possible